

La crise ou le grand atterrissage

Éditorial

Depuis vingt ans, l'économie évoluait en apesanteur. Financiarisation, déréglementation, privatisations, financiarisation – la machine tournait à fond, mais elle ne tournait pas rond. « Des usines sans ouvriers », annonçaient les uns.

« Un monde sans usines », renchérisaient les autres. Le château fort n'était qu'un château de cartes.

Secoués dans la tempête, les inclus de la mondialisation financière restent accrochés aux fauteuils d'où se prennent les décisions et où se prennent les hyper-rémunérations. Rien de tel pour des millions de salariés à travers le monde confrontés à la violence du chômage, des dumpings, de la pauvreté. **Pour quelques-uns, les bénéfices ; pour tous les autres, les sacrifices !**

Combattre la crise et préparer la reprise, pour nous socialistes, c'est bâtir un nouveau modèle de développement à la fois économique et écologique, technologique et social. Avec en son cœur l'appareil productif constitué des grandes entreprises et des PME-PMI, adossé aux secteurs traditionnels à préserver et aux activités innovantes à encourager, fort de ceux qui travaillent et entreprennent, mobilisant tous les leviers et toutes les dimensions de la puissance publique – Etat, collectivités territoriales, Europe. Ce développement éco-social est incompatible avec le libéralisme, court-termiste par cupidité et individualiste par nécessité. Seule la gauche peut faire naître cette nouvelle croissance, mobilisatrice pour la société et d'abord pour sa jeunesse, protectrice pour les personnes, bienfaitrice pour l'environnement.

Chaque mois, ce bulletin vous informera des actions, propositions, réflexions du secteur industrie-entreprises-nouvelles technologies.
Bonne lecture !



Guillaume Bachelay

Les propositions socialistes pour la filière automobile

Alors que le secteur automobile est dans la tourmente, les mesures gouvernementales ne sont pas à la hauteur. Pour les grands constructeurs et équipementiers cotés, les cadeaux sont juteux et réels. Pour les PME de la sous-traitance et l'ensemble des salariés de la filière, les engagements sont fumeux et virtuels.

Dès janvier, le Parti socialiste a formulé des propositions concrètes et précises :

- **pour les salariés** : l'indemnisation du chômage partiel doit passer effectivement à au moins 80 % du salaire et être rendue accessible aux salariés à temps partiel ; les périodes de non activité doivent être mises à profit pour favoriser la formation individuelle en lien avec les accords GPEC ; l'amélioration des conditions de travail, la réduction de la pénibilité et la limitation du recours aux contrats précaires doivent être imposées en contrepartie du soutien de l'Etat.

- **pour les PME** : les constructeurs qui bénéficient des aides publiques doivent s'engager à réduire leurs délais de paiement et à stabiliser en les pérennisant leurs volumes de commandes. Ils doivent aussi s'engager sur l'activité de leurs fournisseurs exclusifs.

- **pour les consommateurs** : la transparence doit devenir la règle. Pour tout véhicule, la performance environnementale, la localisation de la production et l'origine des aides publiques doivent être clairement indiquées sur les fiches de vente.

- **pour l'innovation et la croissance verte** : en contrepartie de l'aide de l'Etat et afin de rattraper leur retard coupable en la matière, les constructeurs doivent s'engager à maintenir leur effort d'investissement et à le réorienter massivement vers l'éco-conception ainsi que la fabrication des voitures propres conçues et produites sur des sites français ou européens.

- **pour une répartition plus juste de la richesse** : plutôt que de se contenter de vagues promesses verbales, l'Etat doit limiter par la loi les bonus des dirigeants et les dividendes des actionnaires.

Avec le sens aigu des responsabilités qui le caractérise, N. Sarkozy dit « regretter beaucoup » qu'il n'y ait pas de plan européen de soutien à l'automobile. Il oublie de rappeler qu'il était, quand la crise s'est déclenchée, le président de l'UE : il avait alors les moyens de convaincre nos partenaires d'agir pour l'industrie européenne. Le PS demande la mise en place d'un véritable plan européen de soutien à la filière, en mobilisant tous les leviers. Et d'abord le fonds européen d'aide aux salariés, doté de 500 millions d'euros par an, qui ne demande qu'à être mobilisé. Il y a urgence.

Télécharger l'intégralité du plan pour la filière automobile sur www.agirvraimentcontrelacrise.fr

Lire l'article du Canard Enchaîné du 11/03/09 (« Plan automobile : les écarts de conduite de N. Sarkozy ») sur industrie@parti-socialiste.fr

Baromètre de la crise

Sur un an, la hausse du nombre d'entreprises défaillantes est de 66 % (dont 204 entreprises affichant un CA supérieur à 15M€). 221 000 salariés ont été concernés.

Emplois supprimés par branches et par entreprise:

Automobile :

Trèves : 145 à Paris et Reims
Renault : 4 900 d'ici avril 2009.
Premier plan de 4000 départs volontaires suivis de 900 suppressions.
Sonac (F) : 250
Valeo : 1500 en France
PSA Peugeot Citroën : 3 550 + 850 départs volontaires

Nouvelles technologies :

Free (Internet) : 340 sur 390
Atmel (électronique) : 161 sur 1425
NXP France (électronique) : 400
Hewlett-Packard : 580
Alice (Internet) : 320
France Télécom : incitations au départ maintenues
NEC computers : 387
STMicroelectronics : 500
FM logistic (électronique) : 489

Chimie-Pharmacie :

Sanofi-Aventis : 927
Pfizer : 892
Schering-Plough : 330
MBO et Innovex : 800
Glaxomithkline : 850
Total : 555 postes (raffinage et pétrochimie)

Commerce, Vente à distance :

Camif Particuliers : 780 Cmaid Particuliers et 166 au siège
La Redoute : 672
Randstate-Védior : 489
FNAC, Conforama/groupe PPR : 1200

Industrie moyenne :

JPM (serrurerie) : 1 emploi sur quatre sur 370 salariés en France
Gardy : 105 sur 450
UPM Raflatac (papeterie) : 99 sur 288
Chenay et Fils : 700 en France
Seb : 214
Zodiac : 120 sur 140
Altadis (Tabac) : 1060 dans toute la France
SeaFrance (ferries) : 650
Carlson Wagonlit France : 440
Airfrance KLM : 1000 non remplacements départs en retraite

Les PME face à la crise

Le 31 janvier à l'Assemblée nationale était organisée une réunion-débat réunissant une centaine de participants autour de Serge Bardy, conseiller régional de Pays de la Loire ; Pierre-Alain Weill en charge des PME au PS et Laurent Blaizac du GSE PME/Commerces.

Quelle est la situation des PME face à cette crise ? Quelles réponses dans le plan de relance socialiste ? Quels rôles peuvent jouer les régions ?

Quelles est la part conjoncturelle et la part structurelle dans les difficultés rencontrées par les PME dans la crise ? Autant de questions abordées pendant deux heures d'échange avec la salle.

Dans notre pays, les petites et moyennes entreprises sont les premiers employeurs (89% des salariés des entreprises.) Aujourd'hui, elles sont fragilisées pour 3 raisons principales :

- le ralentissement de l'activité depuis près d'un an ;
- le manque de commandes et les retards de paiement des donneurs d'ordres ;
- la difficulté à financer leur exploitation et leur investissement en raison d'une politique bancaire n'assumant pas son rôle de développeur économique.

La crise est l'aboutissement des politiques de compression salariale et de délocalisation. L'environnement excessivement financier, qui prônait un rendement sur capitaux de 15% par an, alors que l'économie croît de 1,5% par an dans la quasi totalité des secteurs ne pouvait aboutir qu'à un échec. Les salariés, déjà affaiblis par un niveau de vie qui stagne, servent de variables d'ajustement et sont victimes de licenciements.

La société de services n'est pas auto suffi-

sante. La production doit innover par de nouveaux moyens plus efficaces et plus écologiques. Nous devons replacer le salarié de l'industrie au centre de notre réflexion sur l'emploi et le développement des territoires. Le plan d'urgence du PS propose de venir en aide aux salariés qui sont les premiers et les plus durement touchés (prolongement du contrat de transition professionnelle, augmentation des heures supplémentaires et relèvement de son indemnisation, droit effectif à la formation individuelle qualifiante et rémunérée, encadrement des licenciements boursiers...)

Dans les PME, des mesures urgentes sont à prendre : des sessions de formation des chefs d'entreprises au financement en temps de crise peuvent facilement être organisées localement. Des garanties régionales peuvent être apportées pour faciliter le crédit octroyé par les banques. L'expertise pour trouver de nouveaux débouchés sur nos marchés et à l'export peut être mobilisée aussi. Il faut enfin lutter contre la crise à l'échelle de l'Europe (fonds européen, protection du marché communautaire contre des produits importés ne respectant pas les normes sociales et environnementales, politique d'éco-industrie commune par l'augmentation du budget en faveur de la recherche, etc.)

Contact : info@pme-pmi-ps.org

Conflit social en Guadeloupe

Après 44 jours de grève générale – conflit d'une ampleur et d'une durée historiques dans ce département d'outre-mer –, l'accord Jacques-Bino a été signé dans la nuit du 4 au 5 mars 2009. Il engage aussi bien le collectif LKP, l'État, les deux collectivités régionale et départementale, que nombre de moyennes et petites entreprises. Le MEDEF a refusé de signer l'accord général, invoquant des menaces physiques à l'encontre de certains de ses dirigeants, ainsi que des divergences sur le fond. Quoiqu'il en soit, sur le terrain, plusieurs entreprises membres du MEDEF ont d'ores et déjà signé l'accord : d'autres signatures devraient intervenir ces prochains jours. Car le LKP maintient la pression sur les grandes entreprises non signataires, notamment dans la grande distribution et certains hôtels où des piquets de grève sont établis, allant parfois jusqu'au blocage des sites.

L'accord Jacques-Bino concerne de nombreux domaines socio-économiques, des salaires et de la baisse des prix jusqu'à l'agriculture ou encore la culture, en passant par les prestations sociales, le logement, le transport et l'emploi. C'est dire son importance, son périmètre excédant la seule revendication salariale.

Cependant, il est indéniable que le tissu économique de l'île déjà fragile, a subi un réel traumatisme – un mois de quasi-paralysie de l'activité. Mais le dynamisme avec lequel l'activité a redémarré dès le 6 mars permet d'être résolument optimiste. Bien sûr, c'est dans la durée que s'évalueront les effets de l'« accord Bino » sur l'économie et la vie quotidienne des Guadeloupéens. Nous veillerons à nous en faire ici l'écho.

David Dahomay, <http://daviddahomay.over-blog.com>

2. Économie réelle

Banques :

Calyon : plus de 500 en France

Natixis : 1300 en tout

Crédit agricole : 250 en France.

Commentaires

- PPR supprime 1 200 emplois malgré un bénéfice de 875 M€ (stable par rapport à 2007) et des performances jugées satisfaisantes par FH. Pinault, PDG du groupe.
- Classement sans suite dans l'affaire des suicides du Technocentre Renault : malgré l'envoi à la direction de Renault, d'un « avertissement » de l'Inspection du travail au sujet du « harcèlement moral institutionnel » le procureur de la République de Versailles a indiqué que le parquet avait prononcé, début janvier, un classement sans suite dans l'affaire concernant trois suicides de salariés. Cette décision a été prise car « l'infraction de harcèlement n'était pas suffisamment caractérisée »
- Premières baisses de salaires et du temps de travail (10%) chez Donatello, tour operateur, depuis la fin d'année 2008.
- Cegetel-SFR condamné pour avoir publié une offre d'emploi discriminatoire : la chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre, a condamné l'entreprise à 20 000 € d'amende dont 10 000 € avec sursis, pour avoir annoncé sur son site intranet qu'elle recherchait un candidat « de préférence de parents français nés en France ».
- Le groupe Sony va fermer son site de Pontonx-sur-Adour (Landes) le 17 avril prochain. Le PDG de l'entreprise a été retenu par les 311 salariés menacés de licenciement dans la nuit du 12 au 13 mars dernier.
- Airbus a enregistré six commandes d'avions depuis le début de l'année et quatorze annulations. La situation est semblable chez son concurrent Boeing.
- 550 suppressions d'emplois chez Total qui a réalisé 13,9 Md€ de bénéfices en 2008.
- Fermeture de l'usine de fabrication de pneumatiques de l'entreprise Continental de Clairoux dans l'Oise, alors que les salariés avaient accepté en 2007 de travailler plus (de 35 h à 40 h) contre l'engagement de la direction de préserver les emplois.

Internet : Hadopi ou une occasion manquée

La liberté est un principe de l'Internet particulièrement mis à mal par le gouvernement au regard de la tradition française. Ainsi le projet de loi « Création et Internet » soumet le Net à la procédure pénale et constitue une forte régression des libertés publiques qui pourrait conduire au filtrage et à la surveillance généralisée. Au plan industriel, non seulement ces atteintes aux libertés ne favoriseront pas la création de contenus, mais elles affaibliront les entreprises et nos « jeunes pousses » dans la compétition qui les oppose aux géants américains ou asiatiques du secteur des technologies de l'information et de la communication. **Dans un contexte de révolution technologique, Hadopi est une occasion ratée de jeter les bases d'un nouveau modèle économique adapté au numérique et aux industries culturelles (disque, cinéma, édition...)** Si des règles sont nécessaires, notamment pour protéger les données personnelles, un cadre ouvert est indispensable pour favoriser les nouveaux usages, produits et services, de façon équitable et redistributive. Le ministère de la Culture voit l'opposition à ce projet comme « cinq gus dans un garage qui font des mails à la chaîne »¹ (sic). Faut-il rappeler que de grandes entreprises de nouvelles technologies (HP, Apple ou Google) ont ainsi été fondées dans un garage ? Steve Jobs, réveille-toi ! Au gouvernement français, ils sont devenus fous !

Mathias de Jouvenel, militant, section Services publics- Paris.

1 - <http://www.pcim pact.com/actu/news/49573-hadopi-riposte-communication-quadrature-net.htm>

Energie : le chaos !

La tentative de créer un illusoire marché de l'énergie en France et en Europe, pour faire baisser les prix de l'électricité et du gaz grâce à une concurrence prétendument vertueuse, a fait long feu. Elle a conduit à l'augmentation des prix, à la désorganisation de l'outil industriel, au gaspillage des ressources, à un accroissement des risques.

Les seuls résultats tangibles de cette dérive auront été d'une part la démolition d'EDF-GDF (que les Français ne souhaitaient pas), d'autre part la privatisation de Gaz de France par dissolution au sein de la Lyonnaise des Eaux-Suez et le détournement de ses ressources vers les circuits obscurs d'une finance internationale en crise. Fil d'Ariane de ces décisions lourdes de conséquences : une dérive oligarchique du pouvoir. Comment ne pas voir que le chef de l'Etat et ses riches amis cherchent, d'ici la fin du quinquennat, les voies d'une restructuration de l'industrie nucléaire française et de la privatisation totale d'EDF ? Sous le fallacieux prétexte de la promotion d'un marché et de sa régulation – dont on connaît l'impuissance à servir efficacement les usagers dans le domaine de l'énergie - se cache un désir d'appropriation à des fins privées

de cette formidable rente, prélevée sur le revenu des Français alors même qu'ils doivent régler les factures de gaz et d'électricité dans un contexte de pouvoir d'achat en berne ? Un sondage réalisé au Royaume-Uni à la demande de députés travaillistes et responsables syndicaux (– où Mme Thatcher, la première en Europe il y a 20 ans, impulsa semblable politique – indique que **77 % des Britanniques souhaitent que les "utilities", les entreprises du service public de l'eau, de l'électricité et du gaz, soient re-nationalisées** (Guardian du 11 mars 2009, PhoneBus). C'est la réponse de bons sens à une question qu'on se garde généralement bien de poser... de peur de l'entendre !

Groupe Socialiste d'Entreprise National Energie.EDF-GDF
gsen.edfgdf@free.fr

3. Économie réelle

Droite : l'illusion d'une politique industrielle

Depuis bientôt deux ans, Nicolas Sarkozy est aux commandes et le résultat est là : tragique ! Beaucoup de mousse médiatique, une indéniable habileté à la « tchatte » et un bilan aussi pauvre que celui de son prédécesseur, pourtant vilipendé pour son immobilisme. La politique industrielle, hélas, n'échappe pas à cette double absence de cap et de projets.

Crise oblige, les responsables gouvernementaux et les « leaders d'opinion » sont – pour partie – revenus des théories qui expliquaient doctement que l'industrie c'était fini (comme si depuis les Temps modernes de Chaplin, les entreprises et les techniques n'avaient pas évolué), que l'avenir reposerait désormais exclusivement sur un modèle de croissance fondé sur les services financiers et domestiques ainsi que les valeurs IT ou secteurs des nouvelles technologies (comme si les services industriels n'occupaient pas une large part de l'appareil productif et de R&D), que la classe ouvrière avait elle-même disparu au profit d'une vaste classe moyenne regroupant les trois quarts au moins des Français (comme si un salarié du secteur privé sur deux n'était pas un ouvrier ou un employé au sens où les répertorient l'INSEE). La crise du système capitaliste est aussi une crise de la pensée capitaliste : ces vingt dernières années, la dérégulation financière et la fragmentation sociale furent les deux faces, l'une économique, l'autre sociologique, d'une même

médaillon. Loin du volontarisme du Conseil national de la Résistance, loin du gaullisme et même du pompidolisme, fidèle à la doctrine libérale qui a forgé son itinéraire politique et culturel, N. Sarkozy n'« intervient » dans le domaine industriel que lorsqu'une situation sociale dangereuse au plan électoral l'exige. Les médias polarisent quelques jours leurs regards sur la fermeture d'un site, sur la destruction programmée de centaines d'emplois ici, sur la faillite d'une entreprise là. Alors, le président Zorro surgit, fait son numéro-trémolos devant les caméras. Le soufflé médiatique retombe. Des annonces sont relayées par les ministres, le plus souvent d'affichage.

« Ajustement stratégique ciblé »

Dernier exemple en date : le 20 mars, dès potron-minet sur Europe 1, Luc Châtel, secrétaire d'Etat à l'Industrie, annonce la « relocalisation de la production de la Clio 2 » et « la création de 400 emplois » à l'usine de Flins. Deux heures plus tard, la direction de

Renault précise les choses : il s'agit d'un « ajustement stratégique ciblé ». Autrement dit, de délester la charge de travail du principal lieu de production du véhicule situé en Slovénie en mobilisant sur le site des Yvelines 400 salariés des usines voisines (Cléon ou Sandouville) de façon « temporaire », probablement jusqu'à l'automne. Il y a un gouffre entre l'annonce du gouvernement et la décision du constructeur ! Idem dans le cas d'Arcelor Mittal : le 4 février 2008, le chef de l'Etat s'était rendu à Gandrange (Moselle) pour annoncer aux 575 salariés menacés de licenciement un plan « inouï » de 10 millions d'euros. Sur place, on n'en a toujours pas vu la couleur ! Et quand l'effet-levier budgétaire est là, c'est en direction des grands groupes côtés qu'il est mobilisé – et sans contreparties en termes d'emploi, de production, d'innovation, d'environnement ou de rémunérations. La France a besoin d'une véritable politique industrielle adossée à une politique de la recherche digne de ce nom, préparant l'avenir et accompagnée par d'ambitieux programmes conçus à l'échelle européenne. De cela, Sarkozy et son gouvernement sont incapables. Dans ce domaine aussi, l'illusion Sarkozy aura fait perdre un temps précieux à la France.

Philippe Foussier (rédacteur en chef de *Communes de France*)

QUESTION À Philippe Matzkowski, président du collectif LBO, mouvement syndical contre la financiarisation de l'économie

Quelle est la situation des entreprises sous LBO* ?

Le LBO peut être défini comme l'achat d'une entreprise saine, financé par des emprunts bancaires. En cette période de crise, la liste des LBO défaillants s'allonge, mais il est difficile d'identifier toutes les victimes car les procédures engagées auprès des tribunaux de commerce sont souvent des mandats confidentiels et les salariés restent tenus dans l'ignorance de l'opération financière. Selon l'assureur-crédit Coface, plus de la moitié des entreprises sous LBO en France (900) se trouverait dans une zone de haute surveillance et plusieurs dizaines seraient même en alerte ! Certains LBO semblent aussi profiter de la crise pour supprimer

des emplois et maintenir le niveau de profit des actionnaires : SAINT GOBAIN DESJONQUERE, par exemple, avec une baisse de 15% des effectifs et REXEL avec un plan social d'au moins 300 salariés au nom de la sauvegarde de la compétitivité malgré de

bonnes prévisions pour 2009 et 2010...

Avec plus de 700 000 entreprises à transmettre dans les 10 ans à venir et à l'heure où le risque de crise financière systémique liée aux LBO n'est pas à exclure, espérons que la mission d'infor-

mation sur les fonds d'investissement, votée en janvier 2007 par la commission des finances de l'Assemblée Nationale, ne tarde plus à démarrer son enquête...

contact : infos@collectif-lbo.org

LE SAVIEZ-VOUS ?

* LBO (pour leveraged buy-out) consiste à racheter une société en ayant recours à de l'endettement bancaire aussi appelé effet de levier. Au-delà du vocable « LBO », on rencontre parfois d'autres acronymes pour désigner plus spécifiquement certains types d'opérations :

- MBO (management buy-out) : reprise par un fonds d'investissement avec les cadres de l'entreprise ou reprise de celle-ci par ses cadres ;
- MBI (management buy-in) : reprise par un fonds d'investissement avec des cadres externes à l'entreprise ;

• LBU (leveraged build-up) : opération consistant à construire un groupe en fusionnant ou en intégrant les activités et les structures de plusieurs sociétés en vue d'en constituer une autre plus importante, censée dégager une valeur plus importante ou se négocier sur le marché (gré à gré ou à la bourse via un IPO) plus aisément.

• BIMBO (buy-in management buy-out) : opération permettant le co-habitation des cadres en place et de cadres de direction externes à l'entreprise.

• OBO (owner buy-out ou rachat à soi-même) : opération consistant à générer un flux de liquidités au profit des actionnaires de la société, sans modifier significativement la répartition du capital.

Obama : les premières mesures

Depuis son entrée à la Maison Blanche, B. Obama a engagé un plan triennal de 1 000 milliards de dollars par an pour sortir de la crise. Avec 4 objectifs forts : financer les dépenses de santé en réalisant des économies sur les dispositifs existants et en réduisant les avantages fiscaux des revenus supérieurs à 250 000 \$; rendre obligatoire les plans de retraite financés par les entreprises pour chaque salarié, en vue de constituer un complément aux prestations de la Social Security ; faire baisser les dépenses publiques de 10 % dès 2010 ; récupérer 70 % des sommes consacrées aux plans de sauvetage sectoriels.

Comment stimuler l'économie ?

Les budgets de 357 Md\$ et de 316 Md\$ votés respectivement par la Chambre et le Sénat début 2009 concernent le transport, le logement et le développement urbain, ainsi que l'énergie et l'environnement, l'agriculture, le commerce, la justice, la sécurité, le travail, la santé, la science, l'éducation et l'administration fédérale. Ils visent à créer 4 millions d'emplois, faire redémarrer le système financier, donner de l'oxygène aux propriétaires immobiliers. Rejetant les options libérales des présidences Reagan et



Bush père & fils, Obama paraît proche des idées d'un Paul Krugman, économiste de « gauche » qui préconise notamment une couverture maladie universelle, ainsi qu'un « New Deal » en direction des plus défavorisés et des couches moyennes.

Comment réduire le déficit considérable du budget fédéral ?

Le 23 février, Obama a fixé un objectif de réduction par deux du déficit d'ici 2013. Par l'achèvement de la guerre en Irak. Par la mise en place de nouvelles taxes sur la richesse (hedges funds ; revenus supérieurs à 200 000 \$/an imposés à hauteur de 39,6 % contre 35 %). Le déficit 2009 s'établirait à 1500 Md\$. A partir de 2010, une réduction

des dépenses de 513 Md\$/an serait programmée sur une décennie à l'issue de laquelle le déficit budgétaire passerait de 10 % à 3 % du PIB. Le budget définitif 2009 devrait faire apparaître les priorités présidentielles, notamment la couverture Medicare destinée à près de 50 millions d'Américains. Quant aux permis d'émission de gaz à effet de serre, ils devraient rapporter 300 M\$/an et être redistribués pour moitié vers les familles, pour moitié vers le développement des énergies alternatives.

Quid des primes exceptionnelles accordées aux dirigeants des grandes firmes ?

Le paiement de 218 M\$ de primes au personnel de l'assureur AIG et de primes à des organismes financiers étrangers a entraîné une vive réaction dans l'opinion. Le Sénat a voté sans attendre un projet de loi visant à taxer l'intégralité des sommes versées à hauteur de 90 % (quand le salaire annuel est supérieur à 250 000 \$ pour un couple).

Que faire des actifs douteux ?

Le 22 mars, le Secrétaire d'Etat au Trésor Gesthner a dévoilé son plan de partenariat public / privé en vue du rachat des actifs pourris afin de purger le système financier. Le montant de l'achat s'établirait à au moins 500 Md\$, sans doute au double.

Roger Lopez et Yves Beguin -
beguin.yves@wanadoo.fr

Déplacements de Guillaume Bachelay

pour présenter les propositions socialistes contre la crise et le plan de sauvegarde pour la filière automobile

- 26 janvier : Calvados / rencontre avec élus et syndicalistes à Cormeille-le-Royal
- 11 février : Paris / réunion de section 9e arrondissement
- 3 mars : Yvelines / réunion publique aux Mureaux
- 17 mars : Paris / café citoyen organisé par la section 13e Ouest
- 26 mars : Seine-Maritime / réunion publique à Yerville

Prochains rendez-vous :

- Nord (Denain le 16 avril)
- Landes (Mimizan le 4 mai).

Contact : cherif.ba@parti-socialiste.fr

Séminaire consacré aux grandes industries publiques et privées

Le Secrétariat National à la politique industrielle, aux entreprises et aux NTIC, en liaison avec les GSE et en présence d'économistes, consacrer son premier séminaire thématique à l'avenir des grandes industries publiques et privées. Rendez-vous le 4 avril au siège du PS de 9H45 à 13H30.

La Conférence Nationale Entreprises se tiendra samedi 4 avril, au siège du Parti de 15h à 17h30

Renouvellement partiel des bureaux des GSE Nationaux et renouvellement du bureau de la CNE - Annonce et présentation des nouveaux bureaux - Présentation du programme de travail pour l'année - Questions diverses

ECONOMIE REELLE – La Lettre du Secrétariat national à la politique industrielle, aux entreprises et aux nouvelles technologies du Parti Socialiste. Directeur de la publication : Guillaume Bachelay – Rédacteur en chef : Patrick Ducome – Chef de rubrique : Yves Béguin – Secrétaire de rédaction : Chérif Bâ. Comité de rédaction : Manuela Delahaye, Mathias de Jouvenel, Jean Lions, Pierre Alain Weill. 10, rue de Solférino 75007 PARIS. Contact : 01 45 56 78 86 - cherif.ba@parti-socialiste.fr